



12 avril, 2023

Les ambassades doivent réagir à la fermeture programmée du Bureau des observateurs des Nations Unies pour les droits de l'homme en Ouganda

Aujourd'hui, plus de 45 organisations s'unissent pour demander aux ambassades présentes à Kampala de s'engager auprès du gouvernement ougandais pour lui demander de renouveler le mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le pays.

Une lettre a été envoyée aux ambassadeurs de France, des États-Unis, de Chine, des Pays-Bas, de Belgique, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Autriche, de Suède et du Danemark en Ouganda pour leur demander de dialoguer avec le gouvernement ougandais sur cette question.

En février dernier, le ministère ougandais des affaires étrangères a notifié au bureau national du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) que son mandat ne serait pas renouvelé.

Les organisations signataires expriment leur profonde inquiétude face à cette annonce, car le HCDH a franchi des étapes importantes dans la promotion et la protection des Ougandais contre les violations des droits de l'homme.

Alors que le gouvernement ougandais justifie sa décision par la capacité suffisante du pays à contrôler le respect des droits, les signataires craignent que la fermeture du bureau de l'ONU n'aggrave les violations des droits humains dans le pays.

La Commission ougandaise des droits humains a noté dans son rapport annuel 2021 au Parlement que les arrestations arbitraires, la détention et la torture constituent les types les plus récurrents de violations des droits humains dans le pays.

La situation des défenseurs des droits humains qui travaillent sur les impacts négatifs des projets d'extraction pétrolière en Ouganda a été dénoncée à plusieurs reprises par le HCDH lui-même et par les procédures spéciales des Nations Unies.

« *La fermeture du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en Ouganda a entravé les efforts visant à renforcer les mécanismes de coordination pour les organisations et les défenseurs de l'environnement et des droits humains au niveau local. Les menaces à l'encontre des défenseurs des droits humains se sont multipliées mais, malgré ces préoccupations, la réponse aux problèmes rencontrés a été limitée* », exprime Kayinga Muddu Yisito, coordinateur du réseau Community Transformation Foundation Network (COTFONE).

« *Depuis sa création, le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) en Ouganda a fait de petits pas vers le respect des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Si le mandat n'est pas renouvelé et étendu, il s'agira d'un recul pour garantir*

que tous les Ougandais, en particulier ceux qui vivent dans les communautés pétrolières et autres communautés locales, bénéficient d'une protection égale de la loi », a déclaré Brighton Aryampa, président-directeur général de Youth for Green Communities (YGC).

Les organisations signataires demandent donc aux ambassades concernées de s'engager auprès du gouvernement ougandais pour qu'il mette un terme au projet de fermeture du HCDH. Les réactions internationales pourraient également aider à résister à toute tentative de dilution des obligations de l'État ou du mandat du HCDH lors des négociations sur son renouvellement.

Les signataires de cette lettre comprennent Youth for Green Communities (YFC), Community Transformation Foundation Network (COTFONE) en Ouganda, ainsi que des partenaires internationaux tels que la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), le Child Rights International Network (CRIN), Laudato Si Movement Africa.

[Uganda ends mandate of UN Human Rights Office](#)

[Ugandan Human Rights Commission 2021 Annual Report to Parliament](#)

[United Nations Special Procedures](#)

[Rapport mondial 2022 : Ouganda | Human Rights Watch](#)

Pour les interviews et les informations complémentaires, veuillez contacter :

Kayinga Muddu Yisito
[ymkayinga.cotfone@gmail.com](mailto:ykmkayinga.cotfone@gmail.com)
+256 782 920 995

Brighton Aryampa
baryampa@ygcug.org
+256 784 679759

Signataires :

1. Youth for Green Communities, Kampala, Uganda
2. Community Transformation Foundation Network (COTFONE), Greater Masaka, Uganda
3. Women for Green Economy Movement Uganda, Uganda
4. Civic Response on Environment and Development, Uganda
5. Kawempe Health & Education Initiative, Uganda
6. Green Africa Youth Organization, Uganda
7. Ubuntu Gender Equality Network Uganda Ltd, Uganda
8. Support on aids and life through telephone Helpline, Uganda
9. Namugongo Fund For Special Children, Uganda
10. Laudato Si Movement Africa
11. Freedom House
12. International Federation for Human Rights (FIDH), France
13. Both ENDS, The Netherlands
14. Collectif BreakFree Suisse, Switzerland
15. Fierté Afrique Francophone (FAF), Ivory Coast
16. Community Action Against Plastic Waste (CAPws), Nigeria
17. ACCE, Madagascar
18. Tarun Chetna , India
19. Society for Earth (TNZ), Poland

20. Youth Transforming Africa Narrative (YOTAN), Liberia
21. Society for the Improvement of the Rural People, Nigeria
22. Counseling Line for Men and Boys, Albania
23. Men's Association for Gender Equality Sierra Leone (MAGESL), Republic of Sierra Leone
24. Netherlands Committee for IUCN, Netherlands
25. La Otra Banqueta, Guatemala
26. Kachere Progressive Women's Group, Malawi
27. Altar Relief Foundation, Ghana
28. Sustainable Environment Development Initiative, Nigeria
29. Marange Women's Alliance, Zimbabwe
30. Youth And Society (YAS), Malawi
31. Environmental Defender Law Center, United States
32. Forum for promotion of gender equity and moral values, Nigeria
33. Together Africa Gambia organisation, Gambia
34. Just Share, South Africa
35. Stop Ecocide International, United Kingdom
36. Child Rights International Network (CRIN), United Kingdom
37. Coal Action Network, United Kingdom
38. Earth Guardians Bay Area Crew, United States
39. Indigenous Earth Protectors, United States
40. Social Development and Advocacy Centre (SODAC), Malawi
41. Sonke Gender Justice, South Africa
42. MenEngage Swaziland, Eswatini
43. MenEngage Africa, Madagascar
44. MenEngage Global Alliance, United States
45. Natural Justice, South Africa
46. Center for International Environmental Law, United States
47. Just Finance International, The Netherlands
48. Tournons La Page/Let's Turn The Page-Uganda (TLP Uganda)